

*Liber hominum et personarum comitatus Pistorii (1293–94)*, éd. Giampaolo FRANCESCONI, Florence, Olschki, 2010; 1 vol. in-8°, XLVIII–72 p. (*Documenti di storia italiana*, 2<sup>e</sup> sér, 16). ISBN: 978-88-222-6018-5. Prix: € 18,00.

Le livre s'ouvre sur une introduction (p. I–XLVII), étoffée et informée, dont l'ampleur historique déborde largement le document modeste édité ici. L'A. y rassemble, résume et commente ce que la source « incomplète et complexe » qu'il republie a déjà suscité en termes de citations et de commentaires. Mais il ajoute à cette rétrospective une étude beaucoup plus ample des circonstances politiques comptables et « culturelles » susceptibles d'éclairer le document quelque peu sibyllin dont la publication constitue le corps de l'ouvrage (p. 1–72).

Il s'agit donc dans ce *liber* d'une liste fiscale établie par la commune de Pistoia à la date indiquée. Cette date précoce vaut qu'on s'y intéresse de près. Y sont retranscrits les noms de contribuables appartenant à 46 villages – dont 34 explicitement dits « communes » –, villages eux-mêmes répartis dans trois des quatre « quartiers » (Porte Guidi, Porte St Pierre, Porte Lucquoise) du *contado pistoiese*. Aucun chiffre d'impôt n'est pourtant attribué ni individuellement à chaque contribuable, ni globalement à chaque villages. Il est toutefois précisé qu'il s'agit bien d'une taxe, destinée « à la reconstruction des communes détruites dans le district de Pistoia et à la mise en défense des autres ». Mais, pas plus que son montant, on ne connaît le lien exact de ces individus avec la taxe: assujettis? retardataires?; comme on ignore aussi la proportion des contribuables contadins assujettis: les victimes des destructions cotiseront-ils comme les autres? Les *nichil habentes* comme les riches? Toujours est-il que de nombreux villages manquent à l'appel (on souhaiterait vivement une carte pour concrétiser la chose). De tout manière, la liste conservée est sélective. Aux discussions suscitées par l'interprétation du document, l'A. consacre son premier chap. Cela fait, il élève le débat.

Ledit document n'a connu pendant 70 ans qu'une « fortune limitée » – mais de qualité. Quatre grands historiens l'ont décrit et utilisé: le Hongrois L. Zdekauer (1891), le Toscan L. Chiapelli (1919), l'omniscient historien allemand de la Toscane florentine R. Davidsohn (1920) et, plus récemment, l'Américain D. Herlihy (1967) qui s'interroge sur la portée démographique de ces listes, mais pour l'écarter. L'intérêt du document est ailleurs: au milieu des fiscalités communales italiennes en voie d'élaboration, elles-mêmes d'une extraordinaire variété et complexité. On saisit ici l'instant d'un expédient nouveau, imaginé en période de grave crise politique et financière. Expédient déjà rodé en d'autres lieux (Prato, Bologne), mais signe précisément de la diffusion générale d'une « culture de gouvernement » en gestation (impôts plus ajustés, inventifs, étendus au *contado*; mais aussi recrutement et contrôle plus large des responsables provisoires; nouveaux instruments de gestion: registres de papier, établissement de listes, documents archivés, etc.). Cette culture, les officiers itinérants (notaires, podestats, capitaines du peuple), en passant d'une ville à l'autre, la proposent partout et la rendent familière jusque dans les communes rurales, avec l'usage de la lecture et de l'écriture: à cela, la ville veille. Et, ce faisant, les assujettis deviennent plus consciemment membres d'un « État communal » en élaboration.

L'option choisie par l'A. de prendre appui sur ce texte pour aller plus avant dans l'analyse des « cultures toscanes de gouvernement » est une bonne démarche d'historien. Aussi, malgré quelques redites, un plan parfois confus, une expression par

endroits alambiquée, je me rallie volontiers – en souhaitant qu’il les clarifie et qu’il les creuse – à ses développements intelligents, présentés avec chaleur, attentifs aux problématiques les plus actuelles.

Charles M. DE LA RONCIÈRE

**Culto e storia in Santa Giulia**, éd. Giancarlo ANDENNA, Brescia, Grafo, 2001 ; 1 vol. in-8°, 207 p. (*Culture della città*). ISBN : 978-887385511-8.

L’ancien monastère de Santa Giulia, à Brescia, converti aujourd’hui en musée de la ville, a fait l’objet d’un colloque consacré au monastère dans sa version ancienne (période lombarde). Une exposition, *Il futuro dei Longobardi*, avait donné lieu à un catalogue, intitulé *L’Italia e la costruzione dell’Europa di Carlo Magno*<sup>1</sup>, riche d’informations sur la culture et les formes de la religiosité monastiques et laïques dans la plaine lombarde aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles. Les rencontres de Brescia se proposaient d’approfondir la question pour cette même cité, en concentrant leur attention sur l’antique moutier féminin. Les documents abbataux conservés ont conduit à juste titre les organisateurs à cibler les interventions en premier lieu sur la liturgie. G. Silagi se charge des *Testi liturgici per la Santa* ; il y analyse principalement les hymnes qu’il publie en appendice d’après les *Analecta hymnica medii evi*. U. Ludwig présente *Il codice memoriale e liturgico di San Salvatore / Santa Lucia. Brescia e Reichenau* d’après l’édition scientifique du ms. réalisée par ses soins dans les *M.G.H., Libri memoriales, n.s.* Il restitue très minutieusement la formation du *codice* et sa date (après 830, p. 108). S. Gavinelli s’avance dans le temps en étudiant *La liturgia del cenobio di Santa Giulia in età comunale e signorile attraverso il Liber ordinarius*. Une copie de 1438 conserve l’*ordinario* ancien du monastère. L’A. décrit les circonstances de cette copie, les informations que son texte contient sur les premiers temps du couvent, sur sa liturgie et ses espaces sacrés ; elle utilise, en complément, divers autres livres liturgiques du lieu saint ou de la cathédrale pour mieux cerner tous les apports de l’*ordinario*, source « plurifonctionnelle », d’où émerge aussi le rôle social de l’institution. P.V. Begni Redona publie et commente un chapiteau (plutôt XII<sup>e</sup> siècle que lombard), et différentes peintures postérieures consacrées à la vie de la sainte (XIV<sup>e</sup> siècle, XVI<sup>e</sup> siècle, etc.) dans plusieurs lieux de culte. Mais la contribution la plus élaborée est incontestablement celle de P. Tomea intitulée *Intorno a S. Giulia. Le traslazioni e le « rapine » dei corpi santi nel regno longobardo (Neustria e Austria)* (p. 29–101). L’A. aborde un sujet différent, tout à fait typique de l’époque lombarde, à savoir les rapt et translations de corps saints, sujet qui peut renouveler une hagiographie jusqu’ici négligée pour le royaume de Pavie. Après un ou deux exemples antérieurs, les monarques lombards instaurèrent une vraie politique de translations sous les règnes de Liutprand, d’Aistulf et de Didier ; ces transferts sacrés concernaient des dizaines de dépouilles, parfois dérobées (pratique d’Aistulf), souvent achetées à grand prix comme les ossements de saint Augustin, que Liutprand fit transporter à Pavie depuis la Sardaigne avec, dit-on, sept autres corps. Beaucoup de restes sacrés provenaient des îles, d’autres des cimetières entourant Rome. Ceux de Giulia furent transportés depuis la Corse par Didier. Son cas est ici traité plus longuement. Ces achats, ces pieux larcins de reliques, d’autres initiatives encore (fondations d’églises etc.) accompagnaient la démarche radicale,

1. Éd. C. BERTELLI, P. BROGIOLO, Milan, 2000.